



ÉVALUATION FINALE EXTERNE DU PROJET MULTI-PAYS (MP3)

"ACTA: Accompagnement et Consolidation de la Transition Agroécologique" Et du projet "Nô Baloura Labour Na Bissau" (UE Guinée-Bissau)

Termes de référence

- 1. PRÉSENTATION ESSOR
- 2. HISTORIQUE ET CONTEXTE
- 3. JUSTIFICATION DE L'ÉVALUATION
- 4. PRÉSENTATION DES PROJETS
- 5. OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION
- 6. MÉTHODOLOGIE / ZONES / RESSOURCES / CALENDRIER INDICATIF
- 7. PRODUITS ATTENDUS
- 8. GOUVERNANCE & SUIVI DE L'ÉVALUATION
- 9. PROFIL DES CANDIDAT·ES ET CANDIDATURE
- **10. ANNEXES**

1. PRÉSENTATION ESSOR

Fondée en 1992, ESSOR est une association de solidarité internationale qui élabore, réalise et soutient des projets de développement en faveur des populations les plus défavorisées au Brésil, Mozambique, Tchad, Guinée Bissau et République du Congo, en partenariat étroit avec des ONG locales. Ces projets sont financés par des institutions publiques (Union Européenne, Agence Française de Développement, Collectivités locales) et bénéficient de nombreux soutiens d'origine privée provenant de fondations, d'entreprises, de particuliers, etc.

Site internet : http://www.essor-ong.org/

2. HISTORIQUE ET CONTEXTE

ESSOR entre dans sa phase de maturité (30 ans) et, grâce au chemin parcouru, dispose maintenant de savoir-faire, méthodologies et compétences reconnus par de nombreux acteurs techniques et de financeurs du développement. Dans ce contexte et au travers de ce programme, ESSOR souhaite mettre en place les moyens nécessaires pour permettre à d'autres acteurs de mettre à profit ses méthodologies reconnues. Il s'agit de la troisième phase d'actions pour le secteur agricole dans le cadre de projets multi-pays, qui fait suite au multi-pays 2 "Défi Agri", et qui concerne le Mozambique, la Guinée-Bissau et le Congo. En Guinée-Bissau, le projet "Nô Baloura Labour Na Bissau" financé dans le cadre du programme landa Guiné Hortas (SAB) appuyé par l'Union européenne, a cofinancé le multi-pays 2 "Défi-agri" et cofinance le multi-pays ACTA. Ce projet a permis de lancer à partir de 2020, les premiers cycles de formation agricole participative dans la zone. Dans ces 3 pays, les zones péri-urbaines des grandes villes présentent de forts potentiels agricoles entravés par des problématiques communes : insuffisance de formation et de moyens ; usage excessif et non contrôlé des produits chimiques nuisant à l'environnement et à la sécurité sanitaire ; difficultés d'accès à des intrants de qualité ; pression foncière ; problèmes de fertilité ; difficultés de valorisation et d'accès aux marchés des produits locaux face aux produits importés, etc... L'augmentation de la productivité agricole est pourtant une des priorités des

gouvernements de ces 3 pays afin d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et la qualité nutritionnelle, alors même que les populations ne cessent de croître et que les effets du changement climatique impactent négativement l'agriculture et menacent la sécurité alimentaire.

C'est donc un processus progressif et participatif qui a été adopté, le cadre logique et budget de ce projet ont été coconstruits et finalisés avec les équipes terrain (ESSOR et partenaires), en prenant également compte des recommandations de l'évaluation finale du 2nd projet multi-pays.

3. JUSTIFICATION DE L'ÉVALUATION

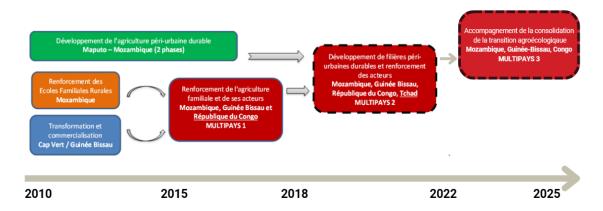
L'évaluation finale sera réalisée au cours :

- De la tranche 2 de la phase 3 du projet multi-pays "ACTA" financé par l'AFD et autres partenaires financiers privés,
- De la dernière année du projet "Nô Baloura Labour Na Bissau" déployé à Bissau en Guinée Bissau et financé à par l'Union Européenne. Il s'agit d'un programme intégré au multi-pays, qui reprend et cofinance toutes les activités de l'ACTA et permet de mettre en place une harmonisation des méthodologies, des outils et un suivi transversal interpays mené par la référente technique basée au Mozambique.

L'évaluation finale sera menée par une équipe d'évaluateur.s avec l'appui de la responsable programme agricole au siège, la référente technique agricole, le secteur agricole, les responsables projets et les équipes techniques agricoles de **tous les pays concernés.** Ce travail impliquera également les organisations partenaires, les bénéficiaires et leurs familles, les services publics dans les pays concernés, et tous les autres acteurs du projet.

Cette évaluation intervient dans le cadre de la clôture de **la troisième phase d'un programme multi-pays** pour le secteur agricole. Ce programme, d'une durée de 9 ans, est composé de 3 phases de 36 mois chacune. ESSOR, en lien avec son partenaire financier principal l'AFD, met en place des évaluations finales externes à la fin de chacune des phases dans un but d'améliorer ses pratiques. Cette évaluation alimentera l'écriture et la mise en œuvre des activités afférentes de la suite de ce programme. Dans cette logique, ESSOR souhaite réaliser l'évaluation de l'impact de ces actions et la stratégie portée par le secteur agricole dans ses zones d'intervention, lors de cette troisième phase de multi-pays ACTA, financé par l'AFD. En Guinée Bissau, l'évaluation portera également sur le projet **"Nô Baloura Labour Na Bissau"** financé par l'Union européenne en Guinée Bissau, qui est dans sa 5ème année d'exécution (phase finale) et qui cofinance l'ACTA et a cofinancé le MP2 « Défi agri ». Les enjeux spécifiques sont détaillés à la suite dans ces TDR.

Evolutions des projets agricoles d'ESSOR depuis 2010



Ce travail d'évaluation devra être réalisé sur le premier semestre 2024 et se conclura par une restitution finale à l'équipe du siège de l'association, les équipes du secteur agricole des pays respectifs, notre point focal de l'AFD et certains de nos financeurs. Le(s) consultant(s) sera (seront) amené(s) à se déplacer dans 2 des pays d'intervention si les conditions sanitaires, d'entrée dans les pays (visa, quatorzaine obligatoire etc.) le permettent. Le cas échéant, privilégier les pays où il n'y a pas de restrictions d'entrée.

4. PRÉSENTATION DES PROJETS

Le projet multi-pays "ACTA" s'étend du 01/04/2022 au 31/03/2025.

Ce projet constitue pour ESSOR la phase 3 d'un programme de soutien aux productrices et producteurs maraîchers dans 7 grandes villes africaines : Maputo, Nampula, Beira (diagnostic), Brazzaville, Dolisie (diagnostic), Bissau et Bafata (diagnostic), mis en œuvre avec nos partenaires locaux ABIODES, AGRIDEV et ASAS de Socorro.

Le projet "Nô Baloura Labour Na Bissau" s'étend du 01/01/2020 au 30/06/2024 et fait partie d'un programme de soutien plus global à l'activité agricole et l'alimentation saine (landa Guinée) en Guinée Bissau, qui est financé par l'Union européenne. L'action mise en œuvre par ESSOR soutient les producteurs et productrices maraîchers, et sensibilise la population locale aux bienfaits de la nutrition saine. Les zone d'intervention sont Bissau et Bafata (objet d'un diagnostic agraire uniquement). Ce projet vient cofinancer les actions des MP2 et MP3 et a permis de développer les activités prévues dans ces projets multi-pays en apportant un soutien financier supplémentaire. Ce cofinancement a permis de favoriser les échanges techniques des équipes, via des échanges sud-sud, qui ont permis de mettre en place des méthodologies et outils harmonisés, le partage des bonnes pratiques et un suivi transversal global du programme.

Lors des précédentes phases, le secteur agricole d'ESSOR a développé une expertise sur les thématiques suivantes :

- L'agriculture durable (agroécologie) pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, augmenter la rentabilité et la productivité, maintenir et créer des emplois, et préserver les ressources naturelles et la biodiversité.
- La valorisation des produits agricoles et forestiers, et la commercialisation de ces produits transformés pour générer de nouveaux revenus.
- Le renforcement des organisations de producteurs et le dialogue avec les pouvoirs publics pour peser sur les politiques agricoles régionales ou nationales.
- La structuration de filières (notamment maraîchage) pour assurer la pérennité des actions et sécuriser les revenus des producteurs.

Lors de cette troisième phase, Il est donc question de consolider ce qui a été mis en œuvre ces dernières années, mais également de concentrer les efforts sur une nouvelle expérimentation méthodologique, ayant comme objectif une meilleure appropriation par les partenaires de mise en œuvre :

- Consolider les filières sur leurs volets production et commercialisation, et assurer l'animation de ces filières par les acteurs locaux ;
- Adapter la méthodologie FAP (formation agricole participative) à l'évolution des contextes locaux et aux besoins des jeunes ;
- Renforcer les acquis en termes d'espaces de concertation construits ces dernières années, dans une logique progressive, afin qu'ils deviennent les lieux privilégiés de construction des politiques publiques liées à l'Agriculture urbaine et péri urbaine ;

Cadre logique

<u>Objectif Global du Multi-pays 3</u>:

L'objectif global du projet est de contribuer à la transition agroécologique et à l'amélioration des conditions de vie des producteurs et population agricoles via la consolidation des filières maraîchage péri-urbaines durables de 7 villes africaines, tout en renforçant les capacités de la société civile et en facilitant des processus de concertation et d'échanges autour des enjeux de l'agriculture urbaine et de l'agroécologie. La méthodologie centrale de ce projet repose sur la Formation agricole participative allégée, qui est permet d'accompagner les producteurs.rices vers une transition de leurs pratiques.

Le cadre logique complet du MP3 se trouve en annexe 1 de ces TDR.

Objectif global du Projet "Nô Baloura Labour Na Bissau" :

L'action répond à l'objectif général « Améliorer la résilience, les revenus et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des maraîchers en Guinée Bissau » puisqu'elle prévoit i) d'augmenter la production maraichère de

Bissau de manière durable, en concertation avec les acteurs publics et privés ; ii) de structurer cette filière afin de sécuriser les revenus des maraîchères iii) d'améliorer la qualité du régime alimentaire des maraîchères et de leurs familles. L'évaluation portera sur l'ensemble des actions menées sur ce projet.

Le cadre logique complet du Projet « *Nô Baloura Labour Na Bissau »* se trouve en annexe 2 de ces TDR.

Voici comment s'imbriquent les activités du MP3 dans le projet du IANDA Guinée en Guinée Bissau :

Activités de l'ACTA	<u>Présentes dans le "Nô</u> <u>Baloura Labour Na</u> <u>Bissau"</u>			
RE 1 : Les filières maraîchage et agro-alimentaire durables sont consolidées et les renforcés par ESSOR sont capables de porter l'animation de ces filières urbaines e manière autonome.				
A.1.1 Formation Agricole Participative (FAP) en Guinée Bissau	X			
A.1.2 Création et animation d'un réseau de 130 maraîchers leaders / pilotes pour faciliter la transition agroécologique	Х			
A.1.3. Etude approfondie des filières, des acteurs et besoins en FAP dans les zones de Beira, Dolisie et Bafata (nouvelles zones)	Х			
A.1.4. Appui aux initiatives d'entrepreneuriat en commercialisation	Х			
A.1.5 Co-construction de stratégies commerciales et marketing adaptées aux différents contextes, pour sensibiliser à l'agroécologie, à la consommation locale, à une nutrition équilibrée, et accompagnement de leur mise en œuvre	Х			
A.1.6. Appui à la certification participative au Mozambique et en Guinée Bissau	X			
RE 2 : Les méthodologies d'ESSOR sont « revisitées » et expérimentées pour s'a contextes d'intervention, suivant 2 principaux enjeux : faciliter la diffusion méthodologies à des acteurs locaux et les adapter à un public de jeunes.				
A.2.1. Conception et formalisation d'une FAP « allégée »				
A.2.2. Formation des équipes de formateurs FAP allégée à la Formation Humaine (FH)				
A.2.3. Expérimentation de la FAP allégée au Mozambique (2 cycles), au Congo (2 cycles) et en Guinée (1 cycle)				
A.2.4. Échanges entre pays d'intervention visant à préparer puis entamer la capitalisation sur la nouvelle méthodologie expérimentée	X			
RE 3 : Les cadres de concertation avec les pouvoirs publics (Plan d'Agriculture Urbaine notamment), avec la société civile (réseaux sur l'agroécologie) ainsi que les partenariats avec le monde de la recherche et les Universités permettent de créer les conditions d'un développement durable de l'agriculture urbaine.				
A.3.1. Renforcement des capacités des 3 ONG partenaires (Abiodes, Asas de Socorro, Agridev) en termes de suivi évaluation, compétences digitales, appui institutionnel et technique	Х			
A.3.2. Poursuite de l'appui aux processus d'espaces de concertation entre acteurs sur des problématiques identifiées ensemble, notamment les plans d'action des Plan d'Agriculture Urbaine (PAU) concertés avec les pouvoirs publics au Mozambique	Х			
A.3.3. Renforcement de la participation aux 3 réseaux nationaux constitués lors de la phase précédente	Х			
A.3.4. Diffusion et capitalisation sur les nouvelles méthodologies et l'agroécologie via la mise en place de jardin expérimental avec des Universités / écoles	Х			

• Bénéficiaires directs / Groupe cible :

MP3 / Groupe cible de la Formation Agricole Participative allégée (Congo, Mozambique, Guinée-Bissau : Les bénéficiaires directs sont :

-550 maraîchers pour la FAP allégée : 5 groupes d'une vingtaine de personnes par animateur ;

Parmi les bénéficiaires, les jeunes maraîchers constituent une part nouvelle du groupe cible des maraîchers pour le secteur agricole d'ESSOR, tenant compte des réalités contextuelles des différentes zones. Il faut compter 60% de jeunes parmi les 550 maraîcher.es formés en FAP allégée.

Les bénéficiaires indirects sont :

-9400 familles de consommateurs fournies en légumes bio: il a été considéré que chaque maraîcher peut fournir en moyenne 11 familles sur l'ensemble des zones concernées. Il est considéré ici la vente directe mais aussi la vente aux intermédiaires sur les parcelles (qui eux-mêmes vont pouvoir toucher plusieurs familles).

Projet "Nô Baloura Labour na Bissau" (Guinée Bissau uniquement) :

Les bénéficiaires directs sont :

800 maraîchères formées à la FAP ou FAPa

- 8 Organisations de Producteurs (OP)
- 1 OSC guinéenne, Asas de Socorro (AdS)
- 2 partenaires publics : l'Université Amilcar Cabral (UAC), et la Direction Régionale de l'Agriculture

Les bénéficiaires indirects sont :

Les habitants de Bissau et sa périphérie (environ 600 000 consommateurs) Les maraîchères de Bissau et sa périphérie, et leurs familles (environ 22 000 personnes).

Localisation du projet

Pays	Ville (région)
Mozambique	Maputo et Beira (diagnostic)
Guinée-Bissau (+ <u>"Nô Baloura Labour na Bissau")</u>	Bissau et Bafata (Diagnostic)
Congo	Brazzaville et Dolisie (Diagnostic)

Durée :

La durée totale de ce projet multi-pays "ACTA" est de 36 mois : du 01/04/2022 au 31/03/2025.

Ce multi-pays est la troisième phase d'un programme multi-pays et fait suite au MP1 "Renforcement de l'agriculture familiale et de ses acteurs" de 01/01/2015 à 30/09/2018, et du MP2 "Défi agri" de 01/10/2018 au 31/03/2022.

Le projet "Nô Baloura Labour na Bissau" est de 54 mois et cofinance le MP2 et MP3 uniquement en Guinée Bissau : du 01/01/2020 au 30/06/2024.

Budget total:

Budget global de l'action : **1 924 254.43€** dont 800 000€ financés par l'AFD dans le cadre du projet multi-pays et 1 100 000€ par l'Union européenne dans le cadre du projet "Nô Baloura Labour na Bissau" en Guinée-Bissau. Les autres cofinancements proviennent de fondations privées (Eclore, Fondation Lord Michelham of hellingly, Fondation EDF...).

5. OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION

L'évaluation portera sur les 3 pays et prendra en compte les critères suivants :

CRITERES QUALITE	QUESTIONS EVALUATIVES					
Impact (effet) / Ne pas nuire	Quels sont les impacts du projet au-delà des résultats directs espérés d'action ? Aux niveaux techniques, économiques, sociaux, politique institutionnels et environnementaux.					
	 Impacts à analyser : Sur les producteurs / transformateurs et leurs familles Sur les organisations de producteurs Sur les entreprises de commercialisation Sur l'OSC partenaire Asas de Socorro Sur les partenaires publics Sur les autres acteurs des filières (boutiques d'intrants, intermédiaires, consommateurs etc) et autres acteurs locaux Pour l'association ESSOR 					
	Dans leur proposition le/les consultant(s) devront préciser la méthodologie pour mesurer ces impacts.					
Pertinence	Les actions menées ont-elles été pertinentes ? Par rapport aux différents contextes : demande et besoins des bénéficiaires, problématiques locales, politiques et programmes prévus par le gouvernement et autres programmes de coopération Au niveau du choix des bénéficiaires Au niveau du renforcement des compétences des producteurs, l'appropriation de nouvelles techniques, et leur capacité d'expérimentation Au niveau des formations dispensées par ESSOR et ses partenaires, et l'accompagnement continu des bénéficiaires Au niveau des diagnostics initiaux et identification des bénéficiaires Au niveau du renforcement des organisations de producteurs (unions, associations, entreprises, coopératives etc) et des dispositifs d'appui technique et financier fournis par le projet Au niveau du renforcement des compétences des OSCs partenaires et des autorités locales Au niveau de la promotion des produits locaux, du « consommer local » et de l'agroécologie Au niveau des actions de commercialisation et marketing Au niveau de la mise en œuvre d'espaces de dialogue (privé et/ou publics), du travail pluri acteurs, et leur impact sur les politiques publiques Au niveau de l'approche genre pour l'intégration des femmes dans les actions de formation et connexes de structuration de la filière					
Efficacité	Notifier pour chaque type d'activités si les actions menées pour les différents groupes cibles ont permis d'atteindre les résultats espérés : Au niveau du renforcement des compétences des producteurs, l'appropriation de nouvelles techniques, et leur capacité d'expérimentation					
	 Au niveau des formations dispensées par ESSOR et ses partenaires, et l'accompagnement continu des bénéficiaires Au niveau des diagnostics initiaux et identification des bénéficiaires 					

	 Au niveau du renforcement des organisations de producteurs (unions, associations, entreprises, coopératives etc) et des dispositifs d'appui technique et financier fournis par le projet Au niveau du renforcement des compétences des OSCs partenaires et des autorités locales Au niveau de la promotion des produits locaux, du « consommer local » et de l'agroécologie Au niveau des actions de commercialisation et marketing Au niveau de la mise en œuvre d'espaces de dialogue (privé et/ou publics), du travail pluri acteurs, et leur impact sur les politiques publiques
Efficience	Coût et niveau d'autonomie par rapport aux résultats atteints. Les actions menées dans le cadre du projet ont-elles été efficientes ?
Compétences	Les compétences d'animateurs nécessaires au déploiement et la mise en œuvre de la FAPa, de la FAP complète, du parcours des maraîchers leaders et de la commercialisation ont-elles été correctement développées pour assurer la qualité du programme ? Les compétences opérationnelles des partenaires d'implémentation nécessaires au déploiement et la mise en œuvre de la FAP, FAPa, du parcours des maraîchers leaders et de la commercialisation ont-elles été correctement développées pour assurer la qualité du programme ?
Pérennité	Quels moyens et stratégies ont été mis en place aux niveaux technique, social, organisationnel, financier et institutionnel pour la pérennité des actions ? Quel est le « degré de pérennité » et « degré d'appropriation » des techniques et méthodes atteint aux niveaux : - Des producteurs - Des organisations de producteurs - Des entreprises de commercialisation - Des OSCs partenaires - Des partenaires publics Quels moyens de diffusion des résultats (effet multiplicateur) ont été mis en place ou ont surgi spontanément chez les bénéficiaires et avec quels résultats ?

- Questions évaluatives spécifiques :

Cette évaluation portera pour les 3 pays sur les questions évaluatives suivantes :

- Evaluer le niveau d'atteinte des objectifs généraux et spécifiques, les résultats obtenus, particulièrement en termes de pérennisation et d'impacts mais aussi de transfert de méthodologie au niveau de la société civile, des institutions publiques et privées. Le consultant analysera également la cohérence entre les objectifs, les actions prévues et les moyens. Il/elle devra enfin fournir des recommandations pour la continuité des actions et son développement dans d'autres contextes locaux, nationaux et internationaux.
- Evaluer les différentes modalités de partenariat et de gestion de projet choisies selon les pays, identifier les avantages et désavantages, en terme notamment d'efficience, d'impacts pour les bénéficiaires et pérennité des actions. Evaluer la pertinence pour ESSOR de mener des projets multipays avec des axes stratégiques transversaux, et de transférer des savoir-faire et développer des méthodologies adaptées à chaque contexte.

- Accompagner un travail de redéfinition stratégique des actions agricoles et rurales d'ESSOR. Dans la lignée du travail de cette évaluation et de ses recommandations, il est demandé au consultant d'accompagner ESSOR dans la redéfinition du positionnement stratégique d'ESSOR dans le secteur agricole. Au vu des expériences passées, évolution des contextes nationaux/internationaux et compétences acquises par ESSOR, nous souhaitons donner une nouvelle dynamique à ce secteur et tracer les nouveaux axes stratégiques qui seront transversaux aux 3 pays d'intervention. Il s'agira d'avoir une analyse fine et des recommandations sur l'application de la méthodologie centrale des projets multi-pays "ACTA" et "Nô Baloura Labour na Bissau", soit la FAP complète et sa révision en FAP allégée, mais également de l'approche de travail avec les maraichers leaders, la stratégie de commercialisation et développement de la filière agroécologique
- Évaluer les outils de suivi et de monitoring du projet, son appropriation par les équipes et proposer des recommandations techniques d'amélioration, et notamment en vue de la documentation sur les effets et impacts à produire.
- Evaluer la méthodologie de formation agricole : participative et mobile, et réaliser une analyse comparative des 2 méthodologies de formation, soit le parcours complet de la FAP (formation agricole participative) et le parcours réduit à 12 mois.

A noter que Le projet a été rédigé de manière à adapter l'intervention à chaque pays et/ou régions afin de mieux répondre aux problématiques et besoins identifiés (les fiches pays seront transmises avant l'évaluation). Le(s) consultant(s) veilleront donc à cet aspect dans l'analyse et les recommandations finales.

Elle devra répondre aux questions d'évaluations ci-dessous et s'en servir afin de tirer des recommandations dont certaines sont attendues sur des points spécifiques.

Recommandations

Des recommandations sont attendues. Ces dernières devront mettre en avant, notamment :

- Les « **Leçons apprises et bonnes pratiques** » que nous pouvons tirer pour chaque type d'activités (Formation Agricole Participative complète, création / accompagnement de petites entreprises, renforcement d'organisation de producteurs, actions de commercialisation & marketing, travail pluri acteurs) et pour chacune d'elles, quelles sont les recommandations ? Les **bonnes pratiques** qui ont pu être observées et qu'il faut maintenir, et les raisons qui y ont contribué.
- Les **axes d'amélioration** qui doivent faire l'objet d'un travail, et comment réaliser ce travail dans la prochaine phase du MP3.
- Les erreurs à éviter de reproduire et quels éléments seront à prendre en compte et à considérer à l'avenir.
- Les points forts à consolider et quels éléments prendre en compte pour leur succès.
- Pistes pour poursuite : Quelles sont les recommandations pour la poursuite des actions sur le terrain dans les zones d'intervention actuelles et le démarrage d'actions dans de nouvelles zones ? Ces éléments serviront de base de départ pour le travail collectif de définition des axes stratégiques d'avenir du secteur agricole, notamment concernant le développement de la FAPa et ses suites stratégiques et méthodologiques.

Parmi ces recommandations, figurent certaines plus spécifiques qui doivent impérativement être précisées et approfondies :

- Une recommandation concernant le suivi / évaluation / apprentissage des actions menées par le secteur agricole d'ESSOR : quels outils en lien avec les moyens d'ESSOR et comment les déployer. Et notamment comment mettre en place un suivi pouvant valoriser l'impact positif des méthodologies sur la biodiversité et l'environnement.
- Une recommandation concernant l'appropriation des méthodologies par les partenaires ;
- Une recommandation concernant la 1ère expérimentation de la Formation agricole participative en format allégé, en comparaison à la Formation agricole participative complète, et l'intégration d'un module de Formation Humaine dans ce parcours de formation (cycle 2 de FAPa au Congo).
- -Une recommandation concernant l'approche du genre dans le parcours de formation et d'accompagnement agricole, et notamment de l'apport de la Formation humaine à ce sujet.

Méthodologie

Il est attendu de l'évaluateur-rice une proposition méthodologique en plus de sa proposition financière afin d'intégrer les critères de la grille d'évaluation des offres. Cette proposition doit intégrer les modalités d'investigations, les types d'outils, et les moyens nécessaires pour répondre aux questions évaluatives. Les outils d'analyse qualitatifs seront privilégiés par rapport aux outils quantitatifs : entretien, focus group, observation participante etc. Néanmoins, l'utilisation d'outils quantitatifs peut être un atout lorsque cela est justifié (groupe témoin, questionnaire interne etc).

Les groupes cibles au cœur de l'évaluation seront (listes non-exhaustives) :

- Les équipes techniques et opérationnelles des projets sur les zones d'intervention (chez ESSOR ou partenaires)
- Les équipes au siège d'ESSOR
- Les producteurs.trices, les groupes de formation
- Les familles des producteurs.trices
- Les partenaires de mise en œuvre (Asas de Socorro en Guinée Bissau, Agridev au Congo, Abiodes au Mozambique)
- Les animateurs
- Les acteurs publics, partenaires et autres parties prenantes du projet

Il est à savoir que le projet a été rédigé de manière à adapter l'intervention à chaque pays afin de mieux répondre aux problématiques et besoins identifiés (les fiches pays seront transmises avant l'évaluation). L'évaluateur·rice veillera donc à cet aspect dans la proposition méthodologique.

Zones d'évaluation

Les 3 pays d'intervention, soit le Congo, la Guinée Bissau et le Mozambique, feront l'objet de cette évaluation. Des missions terrain sont attendues dans au moins 2 pays dont obligatoirement la Guinée Bissau, et une évaluation à distance pourra être prévue pour le troisième pays, si la possibilité de l'intervention d'un consultant local n'est pas possible.

L'offre financière et le calendrier d'évaluation devront prendre cela en compte.

Ressources

Un canevas de rapport, des fiches pour chaque catégorie d'entretien ou de focus group seront élaborés afin de garantir une cohérence dans les démarches d'investigation, qui au-delà de fournir les données quantitatives et qualitatives, permettront de répondre précisément aux questions évaluatives. Le ou les évaluateur-rices aura à disposition la bibliographie du projet, au siège d'ESSOR et dans les pays d'intervention (document projet, rapports annuels, tableau des indicateurs, rapports de missions etc...). ESSOR et ses partenaires auront la responsabilité de fournir tout le matériel disponible concernant les projets, de mobiliser les bénéficiaires et les institutions, de rendre disponible les lieux nécessaires au bon déroulement de la mission. Il est également nécessaire d'envisager le cas où les rassemblements de personnes sont limités en indiquant l'incidence sur la méthodologie.

• Calendrier prévisionnel

- √ 26/04/24 : limite d'envoi des propositions techniques et financières
- √ 8/05/2024 : sélection de l'évaluateur·rice ou l'équipe d'évaluateur·rices
- √ 09/05/2024 au 17/05/2024 : transfert par ESSOR de toute la documentation disponible à l'évaluateur
- √ 17/05/2024/05/24 : Réunion de cadrage avec le COPIL de l'évaluation
- √ 20/05/24 au 24/05/24 : Echanges, révision puis validation de l'offre technique
- √ 27/05/2024 au 31/05/2024 : Réunion de cadrage avec la Guinée Bissau, le Congo et Mozambique
- $\sqrt{\ }$ juin à fin juillet missions dans les pays concernés avec restitution sur le terrain pour chaque pays -> la mission en Guinée Bissau doit être organisée en priorité, en raison de la saison des pluies et dont la réalisation est prévue la $1^{\rm ère}$ semaine de juin.
- √ fin août : rapport provisoire pour relecture siège, synthèse inclue

- √ fi août à mi-septembre : échanges sur le rapport provisoire avec le COPIL de l'évaluation
- √ fin septembre 24 : transmission du rapport final avec l'ensemble des documents afférents
- ✓ octobre 2024 : restitution finale avec rapport final

7. PRODUITS ATTENDUS

- 1 révision de l'offre technique / méthodologique à l'issue de la réunion de cadrage
- 1 note de cadrage pour chaque pays, après analyse des documents et réunion de cadrage avec chacun d'entre eux, avant les missions terrain.
- 1 rapport spécifique au Projet "Nô Baloura Labour na Bissau" en Guinée Bissau dont une première version devra parvenir fin juillet ;
- 1 rapport provisoire préalable à une première restitution au COPIL de l'évaluation
- 1 rapport d'évaluation final en français avec des recommandations pour le court et le moyen terme (maximum 30 page hors annexe)
- 1 synthèse du rapport final de 5 à 8 pages avec les recommandations en français et en portugais.
- 3 réunions de restitution (et leurs supports) avec les équipes et principaux partenaires sur le terrain, en présentiel ou à distance si l'un des pays n'est pas concerné par une mission terrain.
- 1 restitution finale au siège d'ESSOR à Marcq-en-Baroeul, en France (avec support) en présentiel. Les supports seront diffusés auprès des équipes et de l'AFD. Ils seront traduits en portugais.

8. GOUVERNANCE & SUIVI DE L'ÉVALUATION

L'évaluation sera suivie par la responsable programme au siège, la référente technique et les responsables projets dans les zones d'intervention pour la facilitation de l'évaluation. Concernant le suivi qualitatif, les orientations et les relectures, un COPIL sera établi et se réunira avec l'évaluateur-rice au minimum 2 fois :

- Pour une réunion de cadrage
- Pour une réunion d'orientation du rapport provisoire

Le COPIL sera mobilisable à tout moment, selon les besoins. Il est l'interlocuteur auprès de l'évaluateur pour les questions techniques et méthodologiques.

Le COPIL sera composé de :

- 1) La directrice des programmes
- 2) La responsable programme agricole
- 3) La référente technique agricole

9. PROFIL DES CANDIDAT·ES ET CANDIDATURE

Les compétences suivantes sont recherchées :

- Connaissance et expérience professionnelle en matière d'évaluation de projets,
- Expérience en matière d'agroécologie et d'agriculture urbaine et péri urbaine en Afrique subsaharienne
- Expérience en matière de valorisation des produits agricoles
- Expérience dans la structuration de filières agricoles et agro-alimentaires
- Connaissance et expérience des organisations (OCB et ONG);
- Connaissance des techniques d'animation participative
- Pratique courante du français et du portugais.

Les candidates intéressées doivent envoyer **avant le 26 avril 2024 à minuit** une proposition technique et financière en français de 10 pages maximum, accompagnée d'un calendrier, de leurs CV et références, à l'adresse suivante : sarah.pires@essor-ong.org florence.gning@essor-ong.org et coline.oliva@essor-ong.org.

Les candidates devront indiquer la manière dont ils comptent aborder les questions citées dans ces TdR (méthodologie) ainsi que la programmation de leurs activités dans les différents pays.

La proposition financière devra détailler les différents postes prévisionnels de dépenses (tels que les transports aériens, frais de logement et nourriture, honoraires). Le projet prendra en charge les déplacements locaux. Le montant des offres ne doit pas dépasser 25 000€.

Toutes les offres seront prises en compte et intégrées dans une grille d'analyse (voir ci-dessous) :

1. Equipe (20%)

Consultant · e − 5 pts

(Expérience en évaluation / Expertise thématique(s) concernée(s) / Expérience dans le(s) pays concerné(s) / Langue(s) / Expériences spécifique et complémentaire)

Consultant·e associé·e 5 pts

(Expérience en évaluation / Expertise thématique(s) concernée(s) / Expérience internationale)

2. Offre technique (60%)

Appropriation du contexte général – 5 pts

(Compréhension et analyse du contexte du projet / Compréhension et analyse des objectifs, et enjeux de l'évaluation)

Questionnement évaluatif - 5 pts

(Compréhension et interprétation des questions évaluatives / Apport de l'offre (classement de questions prioritaires, reformulation de questions...)

Processus - 5pts

(Etapes claires et structurées / Prise en compte des étapes d'appropriation, d'analyse et de rédaction / Description de la manière dont les recommandations et conclusions seront déduites de l'analyse)

Outils - 5 pts

(Pertinence des outils proposés (importance donnée aux formations d'enquêteurs, équilibre quantitatif/qualitatif) / Prise en compte des limites de la méthodo / Prise en compte de la vulnérabilité

Relation commanditaire/COPIL - 5 pts

(Respect des étapes souhaitées dans les TDR / Nbre de réunions/restitutions / Approche participative (notamment pour la formulation des recommandations)

Livrables – 5 pts

(Respect des TDR / Apport de l'offre)

3 Moyens et calendrier (20%)

Budget - 5 pts

(Respect des TDR / Cohérence avec la méthodologie proposée / Niveau de précision suffisant)

Calendrier – 5 pts

(Respect des TDR / Disponibilité des consultants / Faisabilité par rapport à la méthodologie proposée / Niveau de précision suffisant

La notation des propositions sera faite de la manière suivante :

- Offre technique 60% / Offre financière 20% / Equipe 20%
- Minimum de 40% pour que l'offre technique/méthode soit retenue
- Evaluation de l'offre financière : Montant maximum de l'offre 25000 euros. Toute offre d'un montant supérieur sera éliminée.
- Les notations financières seront établies selon la formule suivante :
- (1-offre évaluée-offre la moins élevée /offre la moins élevée)*40
- La note globale sera établie en additionnant la note technique rapportée à 60, la note financière sur 40 et la note concernant le profil de l'équipe à 20.

Cadre logique du MP3 :

Objectif Global du Multi-pays 3:

L'objectif global du projet est de contribuer à la transition agroécologique et à l'amélioration des conditions de vie des producteurs et population agricoles via la consolidation des filières maraîchage péri-urbaines durables de 7 villes africaines, tout en renforçant les capacités de la société civile et en facilitant des processus de concertation et d'échanges autour des enjeux de l'agriculture urbaine et de l'agroécologie.

Indicateurs d'impact à long terme :

- 1500 producteurs bénéficient de l'appui du projet et ont acquis une attitude leur permettant d'augmenter et sécuriser leurs revenus tout en adoptant de nouvelles pratiques respectueuses de l'environnement.
- Les filières maraîchage et agro-alimentaires de 4 zones périurbaines identifiées sont consolidées, et celles de 3 zones sont renforcées.
- 3 ONGs partenaires observent une meilleure appropriation des méthodologies, notamment en matière de FAP.

OS1. Augmenter et sécuriser les revenus des producteurs urbains et péri-urbains à travers le développement de filières agricoles et agro-alimentaires socialement équitables, économiquement efficaces, et respectueuses de l'environnement.

<u>RE 1</u>: Les filières maraîchage et agro-alimentaire durables sont consolidées et les différents acteurs renforcés par ESSOR sont capables de porter l'animation de ces filières urbaines et péri-urbaines de manière autonome.

<u>A.1.1</u> Formation Agricole Participative (FAP) en Guinée Bissau :

Formations théoriques et pratiques (durée de 20 à 24 mois) pour les maraîchers/ères et transformateurs/trices avec expérimentations d'innovations techniques et organisationnelles, visant à augmenter la production et la productivité et à valoriser les ressources naturelles locales

- $\underline{\text{A.1.2}}$ Création et animation d'un réseau de 1 3 0 maraîchers leaders / pilotes pour faciliter la transition agroécologique
- <u>A.1.3.</u> Etude approfondie des filières, des acteurs et besoins en FAP dans les zones de Beira, Dolisie et Bafata (nouvelles zones)
- <u>A.1.4.</u> Appui aux initiatives d'entrepreneuriat en commercialisation :

Organisation de 4 concours et accompagnement de 23 micro-entreprises (dont OP, UPIS.) via la formation, le coaching marketing et la création de points de vente.

10 au Mozambique, 8 en Guinée Bissau et 5 au Congo A.1.5 Co-construction de stratégies commerciales et marketing adaptées aux différents contextes, pour sensibiliser à l'agroécologie, à la consommation locale, à une nutrition équilibrée, et accompagnement de leur mise en œuvre :

Les principaux objectifs quantitatifs :

- 55% des maraîchers issus de la FAP classique se sont approprié au moins 4 techniques agroécologiques
- 50% des maraîchers de la FAP classique ont réduit de 50% le nombre d'applications de pesticides chimiques par cycle de culture
- 90% des maraîchers de la FAP classique respectent les consignes d'application de pesticides chimiques et de sécurité
- 130 maraîchers leaders / pilotes actifs dans la transition agroécologique
- 60% des initiatives de commercialisation, production d'intrants agroécologiques/prestations de services sont renforcées et actives.
- 2 dispositifs de reconnaissance et contrôle de la qualité sont fonctionnels en Guinée et au Mozambique

Une étude de marché pour Beira, Dolisie et Bafata, 30 actions de sensibilisation, organisation de 12 grandes foires, développement des points de vente, et appui en matériel

<u>A.1.6.</u> Appui à la certification participative au Mozambique

- 2. Renforcer les capacités et savoir-faire des acteurs du Sud, ainsi que le travail en réseau, pour la promotion de systèmes alimentaires durables et adapter les outils développés pour permettre un changement d'échelle à plus long terme.
- RE 2: Les méthodologies d'ESSOR sont « revisitées » et expérimentées pour s'adapter à l'évolution des contextes d'intervention, suivant 2 principaux enjeux : faciliter la diffusion et transmission des méthodologies à des acteurs locaux et les adapter à un public de jeunes.
- <u>A.2.1.</u> Conception et formalisation d'une FAP « allégée »
- <u>A.2.2.</u> Formation des équipes de formateurs FAP allégée à la Formation Humaine (FH)
- <u>A.2.3.</u> Expérimentation de la FAP allégée au Mozambique (2 cycles), au Congo (2 cycles) et en Guinée (1 cycle)
- <u>A.2.4.</u> Échanges entre pays d'intervention visant à préparer puis entamer la capitalisation sur la nouvelle méthodologie expérimentée
- RE 3 : Les cadres de concertation avec les pouvoirs publics (Plan d'Agriculture Urbaine notamment), avec la société civile (réseaux sur l'agroécologie) ainsi que les partenariats avec le monde de la recherche et les Universités permettent de créer les conditions d'un développement durable de l'agriculture urbaine.
- <u>A.3.1.</u> Renforcement des capacités des 3 ONG partenaires (Abiodes, Asas de Socorro, Agridev) en termes de suivi évaluation, compétences digitales, appui institutionnel et technique
- A.3.2. Poursuite de l'appui aux processus d'espaces de concertation entre acteurs sur des problématiques identifiées ensemble, notamment les plans d'action des Plan d'Agriculture Urbaine (PAU) concertés avec les pouvoirs publics au Mozambique
- <u>A.3.3.</u> Renforcement de la participation aux 3 réseaux nationaux constitués lors de la phase précédente
- <u>A.3.4.</u> Diffusion et capitalisation sur les nouvelles méthodologies et l'agroécologie via la mise en place de jardin expérimental avec des Universités / écoles

Les principaux objectifs quantitatifs :

- 55% des maraîchers se sont approprié au moins 4 techniques agroécologiques en un cycle de FAP allégée
- 35% des maraîchers issus de la FAP allégée ont réduit de 30% le nombre d'applications de pesticides chimiques par cycle de culture
- 90% des maraîchers de la FAP allégée respectent les consignes d'application de pesticides chimiques et de sécurité
- L'efficience (moyens apportés/adoption des pratiques) d'un cycle de formation FAP a augmenté par rapport aux phases précédentes.

Les principaux objectifs quantitatifs :

- A l'issue du projet, un Plan d'Agriculture Urbaine a été mis en œuvre en partenariat avec les pouvoirs publics
- 3 réseaux nationaux au Mozambique, Congo et Guinée Bissau organisent des actions en faveur de l'agroécologie
- A l'issue du projet, 6 partenariats avec des Universités sont engagés pour diffuser les pratiques agroécologiques

• Cadre logique du Projet « Nô Baloura Labour Na Bissau » :

Objectif global du Projet "Nô Baloura Labour Na Bissau" :

Augmenter les revenus et réduire l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des maraîchers.

L'action répond à l'objectif général « Améliorer la résilience, les revenus et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des maraîchers en Guinée Bissau » puisqu'elle prévoit i) d'augmenter la production maraichère de Bissau de manière durable, en concertation avec les acteurs publics et privés ; ii) de structurer cette filière afin de sécuriser les revenus des maraîchères iii) d'améliorer la qualité du régime alimentaire des maraîchères et de leurs familles.

Indicateurs d'impact à long terme :

- Augmentation de 15% pour 50% des bénéficiaires du rendement agronomique (kg/m²) des maraîchères (OS1)
- Les marges des maraîchères converties à l'agroécologie sont ≥ au conventionnel (OS1)
- Nb de business/services rentables associés à la filière A déterminer par l'étude filière légumes frais (OS1)
- % des ménages des maraîchères qui consomment des légumes diversifiés régulièrement : ICA fin de projet +10% (OS2)

OS1 : Dynamiser la filière légumes frais à Bissau de manière durable et inclusive

P1.1 : Systèmes de production maraîchers améliorés dans une perspective agroécologique

- <u>A.1.1.1</u> Formation Agricole Participative (FAP 2 cycles de 22 mois), incluant des échanges d'expérience entre zones
- <u>A.1.1.2</u> Création et animation d'un réseau de maraîchères leaders pour essaimer et faciliter la transition agroécologique
- <u>A.1.1.3</u> Appui pour l'accès aux intrants, matériel agricole et système d'irrigation (appui individuel ou collectif)

P1.2 : Des services d'appui à la filière renforcé <u>A.1.2.1</u> Analyse de la filière légume frais à Bissau incluant une

étude de marché sur les légumes

<u>A.1.2.2</u> Appui à la création d'unités de production d'intrants agroécologiques et de microentreprises de

prestations de services
<u>A 1.2.3</u> Elaboration d'une stratégie marketing pour les légumes frais agroécologiques

A.1.2.4 Mise en œuvre de la stratégie et marketing

P1.3 : Les capacités techniques, organisationnelles et know-how des acteurs

de la filière légumes frais sont renforcées

<u>A.1.3.1</u> Appui technique et renforcement en gestion des Organisations de Producteurs (OP)

<u>A.1.3.2</u> Accompagnement social et familial des maraîchères à travers un BIOSP itinérant

<u>A.1.3.3.a</u>: Formation de formateurs: formations techniques et méthodologiques à Asas de Socorro

<u>A.1.3.3.b</u>: Formations techniques des partenaires publiques (UAC et Cintura Verde)

<u>A.1.3.4</u> Conception et dissémination de documents d'appui technique et de capitalisation des expériences

<u>A.1.3.5</u>: Dynamisation des groupes de concertation pour développer le secteur du maraîchage urbain

Les principaux objectifs quantitatifs :

- 75% des maraîchères sont très satisfaites des formations FAP
- 600 maraîchères (soit 75%) ont expérimenté au moins 1 pratique agroécologique
- 400 maraîchères (soit 50%) ont adopté au moins 4 innovations agroécologiques
- 320 (soit 40%) maraîchères converties totalement en agroécologie
- 30 maraîchères leaders actifs dans la transition agroécologique
- 14 infrastructures productives créées et opérationnelles

Les principaux objectifs quantitatifs :

- 6 unités produisant des intrants et/ou services sont créées (au moins 4 opérationnelles)
- 300 maraîchères bénéficient de biens—et /services agroécologiques
- 12 évènements, foires et campagnes de promotion de la filière maraîchage organisés

Les principaux objectifs quantitatifs :

- 5 OP ayant mené au moins un projet concret pour leurs membres
- 480 maraîchères qui bénéficient des services sociaux de base appropriés, désagrégé par type de service
- Niveau moyen des compétences du staff technique d'Asas de Socorro dans la maîtrise de la méthodologie FAP et en agroécologie (4/4)
- 70% de participation moyenne des partenaires publics aux formations, ateliers et comités organisés
- 30 documents de capitalisation produits et diffusé
- 40% de partenaires publics qui participent à toutes les réunions des groupes de concertation pour développer le secteur de l'agriculture urbaine

OS2 : Sensibiliser les maraîchères et leurs familles sur l'importance d'une alimentation diversifiée

P2.1 : Augmentation de la consommation de produits alimentaires diversifiés

<u>A.2.1.1</u> Actions de sensibilisation auprès des maraîchères pour une nutrition équilibrée et saine <u>A.2.1.2</u> Organisation d'évènements et campagnes (radio) sur la consommation de légumes

Les principaux objectifs quantitatifs :

- 800 maraîchères sensibilisées sur la nutrition
- % des ménages de maraîchères qui consomment des légumes diversifiés : IDA10%